

(Source : [Konbini](#))



**Les fournisseurs d'accès Internet devront conserver et rendre accessibles les données de **chaque utilisateur** pendant un an pour tous les services d'État, police comprise.**

Jeudi 17 novembre, le gouvernement britannique a remonté le temps jusqu'à 1984 en adoptant ce qui est décrit comme “*la loi de surveillance la plus extrême jamais votée dans une démocratie*”.

Le projet de loi avait été présenté par Theresa May, alors ministre de l'Intérieur, pour la première fois en 2012. Il aura fallu deux tentatives à la nouvelle Première ministre britannique pour faire passer l'Investigatory Powers Bill, la Loi sur les pouvoirs d'investigation, surnommée *Snooper's Charter* (la charte des fouineurs) par les citoyens.

Selon le [magazine en ligne Zdnet](#), le texte prévoit que tous les mouvements sur Internet soient désormais documentés. Les fournisseurs d'accès seront obligés de garder une trace de l'historique Web **de tous leurs clients** sur un an et de le rendre accessible aux services d'État. La loi autorise également les agences de renseignement à hacker les ordinateurs et

autres appareils connectés.

Amnesty International a publié un communiqué qui avertit les Britanniques sur les dangers de l'Investigatory Powers Bill :

**“Votre historique Internet sera classé et conservé. Vos e-mails et vos messages seront traités, parfois lus, et stockés. Et les services secrets ne seront pas les seuls autorisés à fouiner, la police et les appareils d'État le seront aussi.**

Ceux qui utilisent le Web pour se fournir en drogue ou chercher sur google “Pourquoi Nicolas Cage est en couverture d'un manuel scolaire de biologie serbe” (question légitime, [il l'est vraiment](#)), seront tous grillés.

Edward Snowden a qualifié sur Twitter cette loi comme étant “la plus extrême jamais adoptée dans une démocratie occidentale” :

**“**The UK has just legalized the most extreme surveillance in the history of western democracy. It goes farther than many autocracies.  
<https://t.co/yvmv8CoHrj>

— Edward Snowden (@Snowden) [November 17, 2016](#)

*Traduction : “Le Royaume-Uni vient d'adopter la loi de surveillance la plus extrême jamais adoptée dans une démocratie occidentale. Elle va plus loin que celles de beaucoup d'autocraties.”*

Amnesty International a [lancé une campagne et une pétition](#) pour encourager les citoyens britanniques à contacter leurs députés via Twitter et, plus tôt cette semaine, Joe Cannataci, rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à la vie privée, a laissé entendre que le pouvoir devrait rendre la surveillance de masse illégale plutôt que de la légitimer, [affirmant que cette loi allait à l'encontre des droits de l'homme](#).

Mais en dépit de ces critiques, le gouvernement britannique persiste, affirmant qu'il ne fait que renforcer une loi qui existait déjà, pour l'adapter aux technologies actuelles. Le Royaume-Uni n'est pas le seul à avoir adopté une loi de ce type, c'est aussi le cas de l'Allemagne et de [la France](#), principalement à cause de la peur des attaques terroristes.

Donald Trump a également fait part de son intérêt pour une collaboration étroite avec les services secrets.

Partager cet article :

[Facebook](#)  
[Twitter](#)  
[Google+](#)  
[Pinterest](#)

À lire également :

---



[Je vois... je vois... toute votre vie sur Internet](#)



[Internet : la police a désormais accès à toutes vos données personnelles](#)



[Canada : le projet de loi C-30 de cybersurveillance, digne des mesures de guerre](#)

## La loi de surveillance "la plus extrême" du monde occidental - l'exemple du Royaume-Uni



France : l'adoption de la liberticide surveillance de masse est confirmée